RAPPORT D'ACTIVITE DES SERVICES DE L'ETAT 2010

Juin 2011

EDITORIAL

En introduction du rapport d'activité des services de l'Etat en Savoie en 2010, je souhaite remercier les agents des services de l'Etat qui s'investissent au quotidien dans leurs missions pour le bénéfice des habitants du département. L'année 2010 a été marquée par la poursuite de la réforme de l'administration territoriale de l'Etat qui vise à promouvoir un service public plus moderne, plus réactif et plus efficace au meilleur coût. Les aspirations des citoyens évoluent, l'administration territoriale de l'Etat doit s'adapter pour répondre à cette demande. Je salue l'effort d'adaptation des femmes et des hommes du service public.

Dans un contexte économique encore fragile, priorité a été donnée au soutien de l'emploi et de l'activité économique. L'amélioration de la situation constatée en fin d'année se confirme en 2011. L'Etat s'est également mobilisé pour consolider la cohésion sociale en réalisant notamment un effort sans précédent pour la production de logements. En matière de développement des territoires, les deux lois issues du Grenelle de l'environnement sont progressivement mises en œuvre afin de faire évoluer notre mode de vie vers un modèle moins gourmand en énergie. Enfin, au premier rang des missions de l'Etat figure la sécurité des citoyens et leur protection contre toutes les formes de risques : le travail de prévention et de planification a mobilisé les services concernés en Savoie.

Les pages qui suivent ne sauraient rendre compte de manière exhaustive de la diversité de l'action de l'Etat en Savoie mais elles permettront au lecteur de mesurer concrètement leur dynamique et leur impact sur l'ensemble du département.

Le Préfet de la Savoie

Christophe MIRMAND

Sommaire

- 2010, la réforme de l'administration territoriale de l'Etat p 4
- L'Etat évolue: pour un meilleur service aux usagers p 6
- La sécurité des populations: mission fondamentale de l'Etat
  - La sécurité publique p 9
  - La sécurité civile p 12
  - La sécurité du consommateur et de l'environnement p 16
- L'emploi et le développement économique: une mobilisation de tous p 19
- La cohésion sociale: un devoir de solidarité p 23
- Pour un développement durable du territoire p 28
- Des évènements marquants p 33
- Signification des sigles des services p 34

La réforme de l'administration territoriale de l'Etat

Depuis 2007, le gouvernement a engagé, à travers la révision générale des politiques publiques (RGPP), une transformation profonde de l'Etat afin de moderniser les services publics et de les rendre plus réactifs

➢ La réforme de l'administration territoriale de l'Etat

- En Savoie l'organisation des services a été refondue : 2 directions départementales interministérielles ont été créées et sont opérationnelles depuis le 1er janvier 2010 :

· La direction départementale des territoires (DDT)

· La direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP).

- L'organisation de la Préfecture est également modifiée avec notamment la centralisation du contrôle de légalité en Préfecture et la simplification des structures en cohérence avec la nouvelle architecture interministérielle.

- Depuis le 5 janvier 2010 la direction du travail de l'emploi et de la formation professionnelle (DDTEFP) est devenue une unité territoriale de la Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi Rhône-Alpes (DIRECCTE)

Ses missions sont élargies au service des entreprises (développement, innovation, compétitivité, veille économique)

- Les services d'Inspection du Travail sur Chambéry sont depuis la fin de l'année 2010 désormais regroupés dans un même lieu, au Carré Curial. Une section est implantée à Albertville.

- En 2010, l'ANPE et les ASSEDIC ont fusionné pour donner naissance à Pôle Emploi.

- L'agence régionale de santé (ARS), établissement public, dont la création est intervenue en avril 2010, consolide désormais toutes les missions et services de l'Etat en matière de santé : sa délégation territoriale est installée à Chambéry.

La subdivision de la DRIRE est devenue l'unité territoriale de la DREAL.

La réforme de l'administration territoriale de l'Etat

- L'année 2010 a aussi été marquée par la c<u>réation de la Direction Départementale des Finances Publiques.</u>
Les restructurations de services dans le cadre de la fusion DGI-DGCP se sont poursuivies.
Après la mise en place des Service des Impôts des Particuliers-Service des Impôts des Entreprises (SIP-SIE) d'Aix-les-Bains et d'Albertville au 1er janvier 2010, du SIP de Chambéry le 1er mars 2010, du pôle de recouvrement spécialisé (PRS) le 1er septembre 2010, les opérations de fusion se sont achevées pour le département par la création de la direction départementale des finances publiques de Savoie le 15/12/2010.

- <u>La réorganisation du service de milieu ouvert et le regroupement de la Direction Départementale de la Protection Judiciaire et de la Jeunesse (DDPJJ)</u> :

le service territorial éducatif de milieu ouvert de Savoie a été créé en septembre 2010. Il est constitué d'une direction à Chambéry et de 2 unités éducatives à Chambéry et Albertville. La direction territoriale des Savoies est installée à Annecy.

Vous pouvez retrouver sur le site internet des services de l'Etat en Savoie, www.savoie.gouv.fr (rubrique « l'Etat en Savoie et ses publications / Services de l'Etat en Savoie / la RéATE) la nouvelle organisation de l'Etat dans le département.

<u>Les perspectives et orientations 2011</u>

- Le futur centre des finances publiques d'Albertville sera mis en chantier avec pour objectif de regrouper à terme le SIP-SIE, la trésorerie et la brigade de vérification d'Albertville dans son site unique.

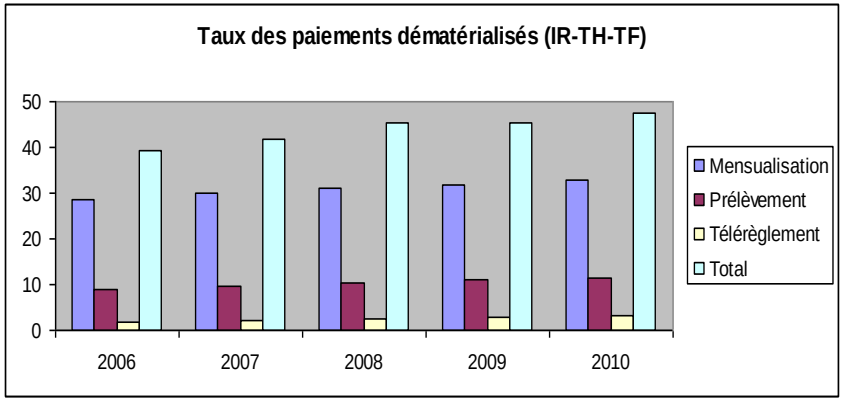
- En 2011/2012 les services de la DDFIP seront progressivement regroupés, achevant ainsi la fusion des anciens réseaux des impôts et de la comptabilité publique.

L'Etat évolue: pour un meilleur service aux usagers

L'amélioration de la qualité du service rendu aux usagers est un objectif majeur de l'action de l'Etat. Plusieurs exemples illustrent cette démarche.

➢ La gestion des finances publiques

Le délai global de paiement des dépenses de l'Etat : le délai de paiement du comptable est passé de 16,38 jours en 2009 à 5,08 jours en 2010.



Les points clés 2010 :

- Mise en application de la réforme de la taxe professionnelle. 334 M€ ont été versés en 2010 aux collectivités au titre de la compensation relais.
- Accélération des remboursements des sommes dues par l'Etat afin d'améliorer la trésorerie des entreprises dans un contexte de difficultés économiques : ex 90,90% des remboursements IS-TVA dans le délai d'un mois.

Perspectives 2011 :

- La réforme de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux) (DETR) : à partir de 2011, la DGE (Dotation Générale d'Equipement) et la DDR (Dotation de Développement Rural) sont fusionnées en un seul fond : la DETR.
- Réforme de l'intercommunalité : élaboration du nouveau schéma départemental de la coopération intercommunale.

L'Etat évolue: pour un meilleur service aux usagers

➢ Les documents administratifs délivrés :

- 153.678 opérations ont été réalisées dans le système d'immatriculation des véhicules dont 72.876 immatriculations de véhicules.
- 11.625 permis de conduire
- 24.972 cartes nationales d'identité
- 17.536 passeports biométriques
- 6.357 titres de séjour

➢ La modernisation des processus :

Le bureau de l'immigration de la Préfecture a fait l'objet en octobre 2010 d'un audit des procédures de délivrance des titres de séjour afin de répondre plus rapidement et de manière plus satisfaisante à la demande des usagers.

➢ Perspectives 2011 :

L'amélioration du service à l'usager se poursuit en 2011.

■ Plusieurs nouvelles applications vont transformer la gestion de la délivrance des titres à l'horizon 2012 :

- déploiement de FAETON, nouvelle application de gestion des permis de conduire (mise en place d'un nouveau titre au format carte de crédit).
- déploiement de la nouvelle application pour la délivrance de la carte nationale d'identité électronique.
- déploiement d'AGDREF 2, application de gestion des dossiers de ressortissants étrangers en France.

■ Déploiement du référentiel Marianne.

Ce référentiel favorise l'harmonisation sur un même territoire de la qualité de l'accueil au sein des services de l'Etat. Un travail vient d'être lancé avec la plupart des services de l'Etat afin d'améliorer la qualité de l'accueil (accueil physique, téléphonique…) en recensant les difficultés et en élaborant un plan d'actions.

D'ici fin 2011, l'ensemble des services de l'Etat accueillant du public devra se hisser aux standards de la qualité du référentiel Marianne.

L'Etat évolue: pour un meilleur service aux usagers

➢ Culture

- L'Etat a accordé 4.602.369€ à la Savoie pour le financement d'opérations en matière culturelle dont 630.000€ pour l'entretien et la restauration des trois cathédrales de Chambéry, Moutiers et saint Jean de Maurienne et 722.000€ pour la restauration du patrimoine n'appartenant pas à l'Etat comme l'église de Termignon, l'hôtel de ville d'Aix les bains, la chapelle du château des ducs de Savoie ou encore l'abbaye d'Hautecombe.
- Au titre de la conservation départementale des antiquités et objets, 13 chantiers de conservation-restauration d'objets mobiliers ont été réalisés pour un montant Ht de 108.251€ dont 34.227€ apportés par l'Etat.
- 126 objets pré-inventoriés et documentés ont été présentés aux membres de la commission départementale des objets mobiliers: 12 objets ont été inscrits à l'Inventaire supplémentaire des Monuments historiques et proposés au classement, 32 objets ont été inscrits à l'Inventaire supplémentaire des Monuments historiques et 80 objets ont été portés au Répertoire départemental.

➢ La Direction régionale des affaires culturelles a organisé à Chambéry un stage de formation pour le réseau des animateurs et guides conférenciers des villes et pays d'art et d'histoire en Rhône-Alpes, autour de l'accueil des personnes handicapées. Plus de 40 personnes ont suivi cette formation leur permettant de prendre conscience des différents types de handicap et des actions à mettre en place pour favoriser leur ouverture aux richesses artistiques et culturelles de la région.

➢ Anciens combattants : une gestion informatisée

L'ONACVG a mis en place une gestion informatisée des cartes et titres, centralisé et uniformisé le traitement des demandes pour assurer un meilleur service rendu aux ressortissants.

La sécurité des populations: mission fondamentale de l'Etat
La sécurité publique

La protection des citoyens demeure la mission première de l'Etat. Elle mobilise l'ensemble de ses services dans de nombreux domaines.

➢ La délinquance générale

▪ 22.195 crimes et délits constatés.

La délinquance générale a baissé de 1,6% en 2010.

▪ La violence aux personnes : 2.268 (une augmentation de 2.49% par rapport à 2009).

➢ La prévention

Au titre des crédits du fond interministériel de prévention de la délinquance, 122.975€ ont été accordés pour la vidéo protection, 22.275€ au collectivités territoriales et 43486€ aux associations.

➢ La protection judiciaire de la jeunesse

628 jeunes suivis dont 415 au pénal et 213 dans le cadre d'investigation

La lutte contre la fraude documentaire

En 2010, la Direction départementale de la police aux frontières (DDPAF) de la Savoie a participé à la formation des agents des collectivités territoriales de la Savoie en charge de l'instruction des dossiers de demandes de documents d'identité (passeport notamment).

Parallèlement, la DDPAF de la Savoie mène une action de contrôle sur le terrain qui lui a permis en 2010 de découvrir 567 porteurs de faux et 799 documents falsifiés ou contrefaits. La fraude matérielle est de façon générale en baisse au profit de la fraude intellectuelle (fraude à l'identité) plus difficilement détectable. Elle a également profité de sa participation à la Foire de Savoie pour proposer des animations sur ce thème au public.

La sécurité des populations: mission fondamentale de l'Etat
La sécurité publique

➢ Les trafics

Stupéfiants : 190 kg saisis ;
Tabacs : 340 kg saisis ;
Armes : 12 armes saisies ;
10.200 contrefaçons saisies pour une valeur de 722.656 €

La lutte contre les grands trafics illicites

Le 11/05/2010 les douanes de Montmélian ont découvert 628.000 € dans une double cache aménagée. L'enquête judiciaire a relevé plus de 20 passages antérieurs du véhicule (soit un total supérieur à 5 millions d'euros s'il était chargé à chaque passage)

➢ La lutte contre l'immigration illégale

- 3.007 étrangers en situation irrégulière ont été interpellés dont 1.372 ont fait l'objet d'une réadmission simplifiée vers l'Italie.
- 229 trafiquants de migrants interpellés dont 125 passeurs.
- 567 porteurs de faux découverts (799 faux documents détectés).
- 452 éloignements d'étrangers exécutés
- 9.485 requêtes reçues par le CCPD de Modane

➢ La lutte contre le travail illégal

- 250 contrôles effectués sur les lieux de travail
- 59 employeurs mis en cause pour emploi d'étrangers sans titre de travail interpellés
- 125 procédures engagées

Dans le cadre du comité départemental de lutte contre le travail illégal (COLTI), plusieurs opérations communes interservices sont intervenues, ciblées sur les secteurs sensibles traditionnellement concernés par le travail dissimulé : sociétés de nettoyage, restaurants saisonniers, entreprises du secteur du BTP, exploitations agricoles…

La sécurité des populations: mission fondamentale de l'Etat
La sécurité publique

➢ La sécurité routière

Le nombre des accidents a nettement diminué en 2010 mais le nombre des tués est en hausse : 192 accidents de la circulation routière (238 en 2009) ayant entraîné 232 blessés (323 en 2009) et 31 tués (22 en 2009).

➢ L'éducation routière

•Mise en place de la réforme du permis de conduire de la catégorie B.

•Augmentation du taux de réussite à l'épreuve pratique de la catégorie B du permis de conduire depuis 2 ans

- 2008 : 46,94%
- 2009 : 52,34%
- 2010 : 53,86%

Apprentissage Anticipé de la Conduite (AAC)

Le taux de réussite est très bon :

- Taux de réussite AAC : 65,59%
- Taux de réussite non AAC : 48,84%

Le contrôle du transport des matières dangereuses (TMD)

Présente 24 heures sur 24 au Tunnel du Fréjus, la brigade des douanes de Modane contrôle les poids lourds et véhicules utilitaires transportant des matières dangereuses pour s'assurer qu'ils disposent des équipements nécessaires (plaque orange, permis ADR, extincteurs...). En 2010, 7 véhicules ont été verbalisés pour de multiples infractions. Cette vigilance constante est indispensable pour la sécurité de l'ouvrage transfrontalier.

La sécurité des populations: mission fondamentale de l'Etat
La sécurité civile

Une mobilisation des services en faveur de la sécurité en montage

➢ Les remontées mécaniques

• 700 visites de terrain

• Instruction des dossiers de mise en exploitation : 7 téléportés, 13 téléskis et 17 nouveaux tapis roulants de station de montagne

• Autorisations de la poursuite : 100 dossiers de modifications de remontées mécaniques

• Contrôle de 403 appareils en exploitation

• 100 % d'appareils neufs autorisés dans les délais pour permettre leur exploitation dès le début de la saison ou des vacances de fin d'année

• Instruction de 108 programmes de grande inspection de téléportés

➢ Interventions/ Secours

790 missions de secours en montagne ont été effectuées par la gendarmerie, les CRS et les pompiers . 735 personnes ont été secourues et 44 décès sont à déplorer.

La sécurité des populations: mission fondamentale de l'Etat
La sécurité civile

Exercice accident d'aéronef sur l'aéroport de Chambéry

S'inscrivant dans le cadre du déclenchement d'un plan ORSEC nombreuses victimes, l'enjeu de cet exercice était de vérifier l'efficacité des dispositifs opérationnels en axant les efforts sur la dimension interservices de la gestion de crise.

Cet exercice s'inscrit dans le contexte d'activité croissante de l'aéroport de Chambéry caractérisé par une forte saisonnalité de décembre à avril, liée à la pratique des sports d'hiver. 270.000 passagers transitent par cet aéroport chaque année.

L'opération a permis de tester la mobilisation de grande ampleur des moyens de secours sapeurs-pompiers, la mise en place d'un poste médical avancé par les médecins du SAMU, la gestion, par les autorités aéroportuaires, des voyageurs bloqués dans l'aéroport et la prise en charge des passagers indemnes par la Croix-Rouge.

Un poste de commandement opérationnel a été mis en place dans les locaux de l'aéroport pendant que la direction de la sécurité intérieure et de la protection civile activait le centre opérationnel départemental dans la salle opérationnelle de la préfecture.

Ouvrages hydrauliques

. L'application de la nouvelle réglementation concernant le contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques impose de procéder à leur classement en fonction de leurs caractéristiques géométriques (hauteur, volume...). Des prescriptions s'imposent aux propriétaires ou gestionnaires. Elles sont fixées, pour chaque ouvrage, par arrêté préfectoral.

Les services de l'Etat participent ainsi au contrôle de :

- 29 barrages classés sont majoritairement des retenues d'altitude destinées à la neige de culture ou à l'alimentation en eau potable
- 2 digues classées : l'inventaire des digues savoyardes est en cours de finalisation.

Perspectives et orientations 2011

Le classement des barrages étant presque terminé, l'effort portera sur les **digues**, l'identification de leurs propriétaires ou gestionnaires s'avérant plus complexe.

La sécurité des populations: mission fondamentale de l'Etat
La sécurité civile

➢ <u>Prévention de risques **:**</u>

• Le département de la Savoie est particulièrement concerné par les risques naturels et anthropiques (Seveso). En 2010, les services de l'Etat ont ainsi participé :

• au lancement de la démarche de réalisation de l'**Atlas des Zones Inondables Tarentaise** médiane

• **à l'instruction des Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT)**

- MSSA (St-Marcel)
- Aluminium Pechiney (St-Jean de Maurienne)
- Thermphos (Epierre)

• à l'i**nstruction du Plan** de Prévention des Risques **Miniers** de Sonnaz-Voglans

• à l'approbation des 2ème et 3ème révision du plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) en Combe de Savoie

• à l'achèvement d'une tranche de travaux d'arasement des atterrissements de l'Isère

• à la mise à jour de la situation administrative des dépôts d'explosifs et formations à destination des exploitants

<u>Chiffres clés 2010</u>

✓ 5 plans particuliers des risques naturels approuvés soit un total de 61 approuvés sur 80 prescrits

✓ 8 plans particuliers des risques technologiques prescrits

✓ 64 opérations de déminage

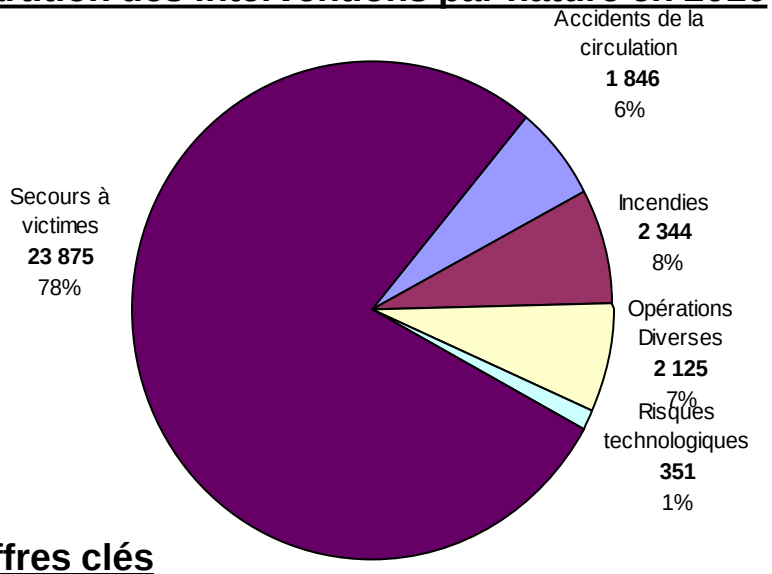
✓ 7 alertes météo (orages/ avalanches/ neige – verglas)

La sécurité des populations: mission fondamentale de l'Etat
La sécurité civile

➢ Les sapeurs pompiers de la Savoie

- 117.109 appels d'urgence reçus par le 18 et le 112.
- 30.541 opérations de secours
- 26.244 personnes ont été secourues
- 2.789 sapeurs pompiers volontaires et professionnels.

•**Répartition des interventions par nature en 2010**



➢**Chiffres clés**

5.478 établissements recevant du public en exploitation
858 dossiers étudiés en 2010
767 visites effectuées

Promotion des sapeurs pompiers volontaires :
2.236 sapeurs pompiers volontaires soit 83% de l'effectif sapeurs pompiers.
En 2010, le crédit d'impôt pour les sapeurs pompiers volontaires chefs d'entreprises a été mis en place et l'accompagnement social a été développé en partenariat avec les amicales et l'union départementale des sapeurs pompiers.

➢ Défense nationale

Le 7° BCA de Bourg St Maurice et le 13° BCA de Barby ont participé aux dispositifs armés déployés par la France en Afghanistan et au Kosovo, ainsi qu'aux actions de sécurisation mises en œuvre dans le cadre du plan Vigipirate dans les principales villes françaises (Paris, Lille, Marseille, Montpellier, Perpignan…)

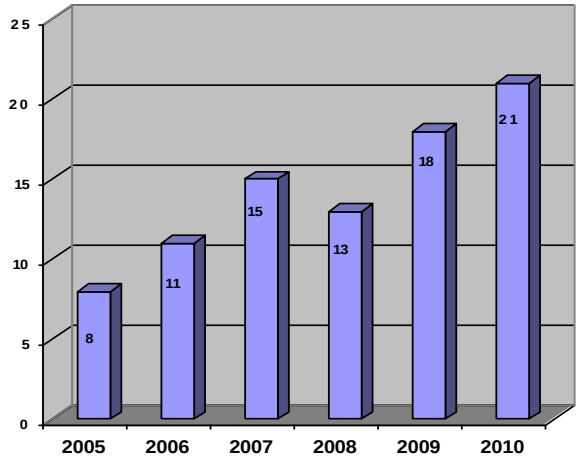
La sécurité des populations: mission fondamentale de l'Etat
La sécurité du consommateur et de son environnement

La protection du consommateur constitue une priorité pour les services de l'Etat, en particulier pour la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations.

Les chiffres clés 2010

- 2.055 établissements ont été visités (dont 836 inspections d'ateliers au titre de la sécurité sanitaire des aliments).
- 333 prélèvements ont été réalisés dans le cadre des plans de contrôle et de surveillance (denrées alimentaires animales ou d'origine animale, fruits et légumes, produits industriels, vins)
- 64 procès verbaux ont été dressés (35 propositions de transaction pour un montant total de 31 400 €, dont 91,09 % des paiements exécutés ou en cours)
- 71,43 % des enquêtes consécutives à une plainte sont traitées dans les 2 mois
- Le taux de réponse aux demandes d'information dans les 10 jours est de 94,23%
- 21 suspicions de **TIAC** (Toxi-infections alimentaires collectives) ont donné lieu à 47 prélèvements.

Nombre de TIAC enregistrées de 2005 à 2010



• 12 opérations de contrôle ont été menées lors de grands évènements (Tour de France, Musilac, foire de Savoie,…) afin de vérifier la loyauté des transactions, la conformité et la sécurité des produits et services proposés au consommateur notamment sur le plan alimentaire.

La sécurité des populations: mission fondamentale de l'Etat
La sécurité du consommateur et de son environnement

➢ Alimentation et consommation :

Contrôles renforcés à l'occasion des fêtes de fin d'année

Durant tout le mois de décembre et jusque début janvier, période de grande consommation et de forte activité commerciale, une campagne de contrôles renforcés et ciblés a été mise en œuvre.

Les interventions ont eu lieu à tous les stades de la commercialisation dans les établissements susceptibles d'être concernés par les produits ou services festifs pour garantir le respect :

- des règles d'hygiène (personnel, traçabilité des produits, températures de conservation, dates limite de consommation, gestion des invendus),
- de sécurité et de qualité des produits (jouets, décorations, guirlandes électriques).

Lors de cette opération, ***188 établissements ont été concomitamment contrôlés*** *en Savoie par les agents de la concurrence de la consommation et de la répression des fraudes et des services vétérinaires, désormais regroupés au sein de la DDCSPP pour accroître les synergies et les complémentarités.*

***Ces contrôles ont donné lieu à 39 rappels de* réglementation et avertissements et 4 procès verbaux.**

➢ La santé publique et environnementale

Alimentation en eau potable

Publique

- 5.025 prélèvements
- 37 gestions de non-conformité
- 60 contrôles de terrains & rapports
- 1 inspection d'un périmètre
- 10 instructions dossiers techniques
- 6 arrêtés déclarant d'utilité publique la mise en place des périmètres de protection (20 captages)

Privée

- 6 Captages autorisés

Eaux minérales et thermales

384 prélèvements, 1 instruction de dossiers

Baignades

289 prélèvements, 0 non-conformité

Piscines

2047 prélèvements, 38% de non conformités

Nuisances sonores

Une action de prévention et de mesure d'exposition du public a été notamment menée à Aix les Bains lors du festival de musique "Musilac" les 16,17 et 18 juillet 2010.

La sécurité des populations: mission fondamentale de l'Etat
La sécurité du consommateur et de son environnement

➢ Protection et santé animales et installations classées pour la protection de l'environnement**.**

- Santé animale : la fièvre catarrhale ovine a fait l'objet au cours de l'année 2010 d'une vaccination obligatoire réalisée sur le cheptel bovin et ovin.

- Protection animale : les conditions de détention des animaux d'espèces domestiques ou d'espèces sauvages détenus en captivité sont contrôlées afin de vérifier qu'elles sont compatibles avec le bien être animal. 243 inspections ont été réalisées en 2010.

- Installations classées pour la protection de l'environnement

.Le **suivi administratif** des installations classées est désormais assuré depuis le début de l'année 2010 par la DDCSPP.

.Concernant l'**inspection** des installations classées (élevages et établissements agroalimentaires), l'année 2010 a vu se concrétiser le projet de création de la zone agricole de Bonneval sur Arc, par le dépôt du dossier d'autorisation. Ce dossier emblématique de la modernisation de l'agriculture de la Haute Maurienne a nécessité la mobilisation de l'ensemble des services de l'Etat lors d'une douzaine de réunions en 2010, pour un projet initié dans les années 1990.

1 foyer de tuberculose bovine en Savoie après une accalmie de 8 ans

- A la suite de la découverte d'une lésion ganglionnaire à l'abattoir, un bovin de Haute-Maurienne s'est avéré atteint de tuberculose. L'ensemble du troupeau a dû être abattu.

- 34 élevages savoyards en lien épidémiologique avec le foyer ont été mis sous surveillance et 1 500 animaux les composant ont subi des tests tuberculiniques. Aucun foyer secondaire n'a à ce jour été détecté.

L'emploi et le développement économique : une mobilisation de tous les acteurs

Les dispositifs de soutien du développement économique et de l'emploi procèdent d'un partenariat qui implique de nombreux acteurs

➢ **L'emploi**

Une année 2010 qui marque une reprise progressive après la crise qui a fortement touché le département en 2009.

En Savoie, 16.109 demandeurs d'emploi étaient inscrits en fin de mois (catégorie A). Ce nombre est en augmentation de 2,3% sur un an (décembre 2009 / décembre 2010), avec cependant de fortes disparités selon les publics : si le nombre de DEFM jeunes (- 26 ans) diminue (- 4,3%), en revanche celui des seniors (50 ans et +) augmente fortement (+ 18,2%) ; de même, les hommes (- 2,7%) profitent davantage du début de la reprise que les femmes
(+ 7,6%).

Evolution annuelle de l'emploi (source URSSAF 3ème trimestre 2010) :
- Bassin d'emploi de Chambéry : + 1,5% (69 700 emplois)
- Bassin de la Maurienne : + 0,5% (12 200 emplois)
- Bassin de la Tarentaise : - 1,1% (37 500 emplois)

➢ Les Missions Locales Jeunes

Le public jeune constitue une des priorités des mesures d'accès et de retour à l'emploi.
Les Missions Locales ont pour objectif l'insertion professionnelle et sociale des jeunes de 16 à 25 ans dans une perspective d'accès à l'emploi.
Tout comme en 2009, le bilan 2010 témoigne d'une bonne activité des 4 Missions Locales du département (Chambéry, Aix, Albertville, St Jean de Maurienne), dont l'activité est évaluée chaque année par les services locaux de la DIRECCTE et la Région Rhône-Alpes dans le cadre du dialogue de gestion.
En 2010, les 4 Missions Locales de Savoie ont permis à 2.872 jeunes d'accéder à un emploi, dont 1.502 à l'emploi durable et 311 en alternance, et ont permis à 987 jeunes d'entrer dans un parcours CIVIS (contrat d'insertion dans la vie sociale). Sur la quasi-totalité des indicateurs de résultats, les objectifs qui leur étaient assignés ont été atteints voire dépassés.

➢ Les saisonniers

Un plan d'actions spécifiques a été mis en place afin de faciliter le recrutement et la recherche de compétences, d'améliorer les conditions de travail et le dialogue social et de sécuriser les parcours professionnels.

L'emploi et le développement économique : une mobilisation de tous les acteurs

➢ Favoriser la création d'entreprise

Les créations d'entreprise en Savoie ont augmenté de + 3,6% en 2010.
Mis en place en 2009, le dispositif de l'Etat NACRE - Nouvel Accompagnement à la Création et à la Reprise d'Entreprise - comporte 3 phases d'accompagnement pour aider les créateurs en complément des prestations de Pôle Emploi :
phase 1 : Appui à la création en amont (6 mois)
phase 2 : Prêt à taux 0 (maximum 10.000 €)
phase 3 : Accompagnement post-création (durée 3 ans).

➢ Les programmes européens

En 2010, plus de 9,7 M d'€ de crédits européens du FEDER ont été mobilisés dans le département. 61 projets ont été retenus dont la création d'une pépinière d'entreprises sur le site d'Alpespace (500.000 €)

Création du Groupement d'Employeurs pour l'Insertion de la Qualification des Aides à Domicile en Intégration (GEIQADI ALPIN)
Il s'agit d'un groupement d'entreprises qui recrutent en priorité des personnes en difficulté d'accès à l'emploi.
En septembre 2010, à l'occasion de la Foire de Savoie, a eu lieu l'inauguration du GEIQADI ALPIN, 1er GEIQ de France dédié aux services à la personne, qui en février 2011 emploie 9 salariés en contrat de professionnalisation et compte 11 employeurs adhérents.

L'emploi et le développement économique : une mobilisation de tous les acteurs

➢ Les contrats aidés – C.A.E., C.I.E.

Après la mise en œuvre en 2009 du Contrat Expérimental Aidé par les services de l'Etat et le Conseil Général, l'année 2010 a été marquée par la généralisation du Contrat Unique d'Insertion (CUI), sous ses deux volets : Contrat Initiative Emploi (CIE), destiné au secteur marchand, Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE), destiné au secteur non marchand.

➢ L'aide personnalisée de retour à l'emploi (APRE)

L'Unité territoriale de la DIRECCTE pilote avec le Conseil Général l'utilisation de l'Aide Personnalisée de Retour à l'Emploi (crédits de l'Etat), destinée aux bénéficiaires du RSA reprenant une activité professionnelle, pour lever les freins à leur retour à l'emploi.

Le début ou la reprise effectifs d'une activité professionnelle, d'une formation ou de la création d'entreprise est une condition préalable à la mobilisation de l'APRE.

897 dossiers APRE ont été payés pour un montant de 316.307€.

➢ Les travailleurs handicapés et la politique départementale du handicap

- 1.144 demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés sur un total de 21.298 demandeurs d'emploi, soit 5,37 % de la DEFM (demandeur d'emploi en fin de mois) Savoie.
- 12 entreprises adaptées en Savoie.

L'emploi et le développement économique : une mobilisation de tous les acteurs

➢ Accompagnement des mutations économiques

- Accords collectifs d'entreprise

La loi de financement de la Sécurité sociale prévoit une série de mesures visant à inciter les salariés à prolonger leur activité professionnelle et les employeurs à les maintenir dans leur emploi. Elle instaure l'obligation pour les entreprises et les établissements publics d'au moins 50 salariés ou appartenant à un groupe d'au moins 50 salariés, de négocier un accord ou d'élaborer un plan d'action sur l'emploi des seniors. A défaut, au 1er avril 2010, ceux-ci devront payer une pénalité égale à 1% de la masse salariale.

41 accords et 144 plans d'action ont été conclus et signés dans ce cadre en Savoie.

- Accords relatifs à l'épargne salariale

638 accords d'épargne salariale (ou avenants) ont été conclus en 2010 par les entreprises, soit 43% de plus qu'en 2009 :

- 207 par l'intéressement
- 88 par la participation
- 343 par le plan épargne entreprise

➢ Le fonds national de revitalisation des territoires

La Maurienne est concernée par le FNRT pour lequel une enveloppe financière de 2 M € est mise en place au profit de projets de développement d'entreprises locales. Depuis sa mise en place, 4 projets ont été retenus avec un objectif de maintien ou de création de près de 50 emplois.

A ce dispositif s'ajoute les contributions, pour près de 1,6 M €, de 2 entreprises assujetties à la revitalisation de ce territoire, pour la création de 253 emplois.

Les chiffres clés 2010 de l'inspection du travail

2.802 visites dont **1.829** en entreprises et **973** sur chantiers

173 enquêtes de licenciements de représentants du personnel

126 décisions d'arrêt ou d'autorisations de reprise sur chantier.

2 campagnes de contrôles ont eu lieu en 2010 sur les rayonnements ionisants et sur le risque chimique ciblé sur les garages et les entreprises de nettoyage.

La cohésion sociale : un devoir de solidarité

Garant de la cohésion sociale, l'Etat mobilise des moyens importants dans des domaines qui y concourent : logement, politique de la ville, vie associative,…

➢ Le logement

- Tenue des journées territoriales de l'accessibilité
- 800 dossiers concernant l'accessibilité vus en commission SCDA (sous-commission départementale d'accessibilité), 100 dossiers de plus par rapport à 2009.
- Habitat indigne : doublement des dossiers d'intervention d'office.
- Création et installation le 19 mars 2010 de la CCAPEX (commission de coordination des actions de prévention des expulsions locatives), qui par des avis et recommandations traite des situations complexes d'impayés de loyer ayant fait l'objet d'un commandement de quitter les lieux.

- Signature du Plan Départemental de l'Habitat (PDH) le 21 juin 2010, aboutissement d'une large démarche de concertation ayant pour objectif principal de mettre en cohérence les politiques menées en matière d'habitat dans les intercommunalités couvertes par un programme local d'habitat (PLH) et celles menées sur le reste du département afin de lutter contre les inégalités et les déséquilibres territoriaux.

Mise en place et ouverture d'une application en ligne «Habitons », permettant une vision continue et partagée, avec les organismes de logement social, de la production de logements locatifs sociaux.

➢ Financement du logement Privé - Public

FINANCEMENT	NOMBRE LOGEMENTS	MONTANT SUBVENTIONS ETAT
PARC PRIVE - FINANCEMENT ANAH		
Propriétaires occupants	398	975 000,00 €
Propriétaires bailleurs	180	999 000,00 €
PARC PUBLIC - FINANCEMENT ETAT (PLUS, PLAI, PLS)		
(Y compris délégation de compétence à Chambéry Métropole)	678	3 275 616,00 €
Financement ANRU (PLUS-CD, PLUS, PLAI)	31	620 200,00 €
Financement ANRU (accession sociale à la propriété)	10	100 000,00 €
TOTAL	**1297**	**5 969 816,00 €**

PLUS : prêt locatif à usage social
PLAI : prêt locatif aidé d'insertion
PLS : prêt locatif social
PLUS-CD : prêt locatif à usage social-construction démolie

La cohésion sociale : un devoir de solidarité

➢ L'offre d'hébergement en faveur des personnes sans abris et mal logées

Les chiffres clés 2010

- des structures : 7 CHRS (centres d'hébergement et de réinsertion sociale), 3 maisons-relais ou pensions de famille, 5 structures d'hébergement d'urgence et de stabilisation, 2 centres d'accueil pour demandeurs d'asile, 7 foyers de jeunes travailleurs, 7 résidences sociales.
- des places à disposition : environ 2.200 places d'hébergement et de logements de transition
- un budget de près de 6,8 millions d'euros réparti notamment entre :

• veille sociale et hébergement d'urgence : 1.200.000 €
• centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) : 4.830.000 €
• logements adaptés : 400.000 €

Les points clés 2010

▪ Le plan départemental d'accueil, d'hébergement et d'insertion (PDAHI) a été élaboré avec comme axes stratégiques:
- Améliorer les conditions d'accueil des usagers dans les structures d'hébergement.
- Diversifier l'offre d'hébergement au regard des besoins recensés.
- Fluidifier les parcours de l'hébergement vers le logement.
- Renforcer l'accompagnement social des personnes vers et dans le logement

▪ La mise en place d'un Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO) afin d'améliorer l'accueil et l'orientation des sans-abris et mal logés ainsi que l'adéquation offre/demande.

La cohésion sociale : un devoir de solidarité

➢ Projets Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU)

L'Etat mobilise des moyens financiers importants par le truchement de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) pour la rénovation de quartiers de Chambéry (Les Hauts de Chambéry et le Biollay) et d'Aix Les Bains.

▪ *Projet de Chambéry :* La participation de l'Etat s'établit à 39.7 M € pour l'ensemble des opérations.
En 2011, des opérations importantes ont été concrétisées :
- démolitions effectuées sur les secteurs les plus sensibles.
- construction d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) de 85 lits
- livraison du pôle de services Le Triolet
- engagement du chantier de l'avenue d'Annecy sur Chambéry-le-Haut.

▪ *Projet d'Aix-les-Bains :* le financement de l'Etat est de 18.9 M € pour l'ensemble des opérations :
- démolition de la première tour du quartier Sierroz (15 étages, 75 logements)
- pour le relogement, livraison de logements locatifs sociaux dans le cadre d'opérations de très grande qualité : l'International (SOLLAR), les Jardins d'Eden (confirmé BBC).

➢ Programmes européens

Des crédits FEDER sont accordés pour le projet de requalification de l'avenue d'Annecy à Chambéry pour un montant de 1.12 M€.

Perspectives 2011 :

Sur la commune de Chambéry :
✓Préparation d'un avenant local permettant le renforcement de l'accession sociale à la propriété sur Chambéry-le-Haut (+ 8 logements).
✓ Réduction des logements locatifs sociaux, hors reconstitution des démolitions (- 7 logements).

Sur la commune d'Aix-les-Bains :
✓Démolition de la 2ème tour du Sierroz
✓ Démolition de la 3ème tour prévue en 2012
✓ Préparation d'un avenant local visant à modifier la répartition de la reconstitution de l'offre (SOLLAR).

La cohésion sociale : un devoir de solidarité

➢ Les anciens combattants: une mission d'assistance morale et financière en mutation

- La direction de l'Office national des anciens combattants (ONAC) a instruit en 2010 un moins grand nombre de demandes de secours liés au surendettement, mais les situations examinées sont en général plus graves.
- Le maintien à domicile des ressortissants les plus âgés est privilégié.

➢ Les internats d'excellence

Trois collèges du département sont inscrits dans le dispositif auxquels s'ajoutent cinq lycées généraux et technologiques et cinq lycées professionnels pour un total de 46 places labellisés.

➢ Education: la réforme du 1er degré et l'aide personnalisée

Le dispositif d'aide personnalisée s'inscrit dans une logique de prévention et de traitement de la difficulté scolaire pour des publics d'élèves considérés comme fragiles ou situés de façon régulière à des niveaux de réussite insuffisants. Des stages de remise à niveau sont proposés aux élèves pendant les congés scolaires.

➢ Les jeunes et la vie associative

- 23 associations accueillent 59 jeunes au titre du service civique, pour des missions d'intérêt général .
- Trois associations ont fait l'objet d'un agrément « Jeunesse et Education Populaire », ce qui porte le nombre total d'associations ainsi agréées à 73 en Savoie.
- Grâce à un budget global de 106.000 euros, 14 associations ont été aidées financièrement pour développer des politiques éducatives locales portées par 14 collectivités locales et bénéficiant principalement à des jeunes de 11 à 17 ans.
- 23 associations agréées « Jeunesse et Education Populaire » ont bénéficié d'un poste FONJEP- fond pour la jeunesse et l'éducation populaire- (7.360 euros/an sur 3 ans renouvelables) consistant au financement du poste de directeur de la structure.

La cohésion sociale : un devoir de solidarité

➢ Le développement du sport constitue l'une des politiques prioritaire de l'Etat, portée par la DDCSPP.

Les clubs sportifs

La Savoie compte 1200 clubs dont 660 agréés « sport » et 115.000 licences délivrées par les fédérations sportives dont 39 % à des femmes.

- 2437 équipements sportifs sont recensés dont 1148 sites de sports de nature.
- 1080 candidats se sont inscrits aux examens (840 en 2009) ce qui a donné lieu à 476 certifications (435 en 2009) et à 2521 journées stagiaires en formation dans la filière à environnement spécifique.
- 2 stages de formation générale commune aux BEES 1er degré ont été organisés (brevet d'Etat d'éducateur sportif) ainsi qu'un stage de révision du certificat d'aptitude professionnel de maître nageur sauveteur.
- Au titre des crédits du conseil national pour le développement du sport (CNDS), 727.000 euros ont été attribués dont 453.000 euros à près de 300 clubs et 175.000 euros à environ 50 comités départementaux.
- Au titre du Plan Sport Emploi, 15 éducateurs sportifs ou agents de développement ont été pris en charge à hauteur de 99.000 euros.

L'accompagnement éducatif sportif qui bénéficie à 1.340 élèves en collège s'est décliné en 98 modules représentant une vingtaine de disciplines sportives (football, athlétisme, aviron, voile, roller, basket, gymnastique …).

Les collectivités locales ont pu acquérir divers équipements sportifs (terrains multisports, sites d'escalade et matériels handisports), grâce à l'octroi de subventions pour un montant global de 84.350 € hors le réaménagement du stade de Courchevel (175.000 euros) et la mise aux normes de la salle sportive de Challes-les-Eaux (15.000 euros).

MANIFESTATION SPORTIVE
Développement Durable
labellisée DDCSPP73

La protection des usagers pratiquant une activité sportive

Les éducateurs sportifs et les établissements sportifs ont fait l'objet de 66 contrôles et de 2.000 vérifications administratives.

Pour un développement durable du territoire

Les enjeux liés à l'attractivité et l'aménagement de la Savoie sont appréhendés par la direction départementale des territoires conformément aux orientations fixées par les lois grenelle 1 et 2.

➢ <u>L'urbanisme</u> :

■ 10.493 autorisations d'urbanisme ont été instruites :
Chambéry : 2.454
Aix les Bains : 2.125
Avant Pays Savoyard : 1.009
Albertville : 991
Maurienne : 1.869
Tarentaise : 2.054
L'activité des services instructeurs est toujours très soutenue, en particulier à Chambéry avec un nombre de dossiers en hausse sensible (environ 20%)
■ Les services de l'État apportent leur expertise pour l'élaboration des schémas de cohérence territoriale en cours d'élaboration (Avant-pays savoyard, Arlysère et Assemblée des Pays Tarentaise-Vanoise).
■ Les services de la DDT sont associés aux révisions générales ou à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) :
- 23 Porter à connaissance (PAC) et 15 PAC complémentaires
- 18 avis de l'État et 100 mises à jour
- 54 contrôles de documents approuvés
- 1 réunion Groupe Permanent d'Aménagement/ mois.

■ Urbanisme pré-opérationnel
Appui aux communes pour l'initiation de procédures dans le cadre de la réalisation de programmes de logements.
Participation au groupe régional Eco-quartiers.

■ Aménagement en montagne
2 dossiers Unités Touristiques Nouvelles instruits.

➢ <u>La territorialisation du Grenelle de l'environnement</u>
- A la suite de la publication des lois découlant du Grenelle de l'Environnement, des actions d'informations ont été faites auprès des élus et des professionnels du bâtiment:
A titre d'exemple : présentation aux architectes des nouvelles normes de construction du Grenelle 2 (RT2012...) et de la plaquette réalisée par la DDT sur l'habitat intermédiaire.
- Déclinaison de la « trame verte et bleue » au niveau départemental et local avec un travail mené en groupe projet associant l'Etat, le conseil général et le conservatoire du patrimoine naturel de la Savoie visant à élaborer une méthodologie et un schéma départemental de cohérence écologique.

Pour un développement durable du territoire

➢ Le Parc National de la Vanoise

- L'élaboration de la charte de territoire entre le parc et les communes engagés en juillet 2009 se poursuit.
- La démarche d'éco-responsabilité a été généralisée en 2010 et s'est traduite notamment par l'extension progressive de l'usage de papiers recyclés et le remplacement progressif des chaudières les plus anciennes des maisons de garde par des installations avec granulés bois.
- Le refuge porte de Rosuel a fait l'objet de travaux de requalification et d'extension. Les conditions de l'accueil du public ont été améliorées y compris pour les personnes en situation de handicap.
- Le partenariat avec la GMF s'est poursuivi avec l'amélioration de l'accueil et de l'accès à la nature des personnes déficientes.

➢ La police de l'environnement

-signature en mars 2010 d'une convention entre l'ONCFS/ONEMA et la DDT pour la coordination de la police de l'environnement.

-en accord avec les Parquets de Chambéry et d'Albertville, la transaction pénale dans le domaine de l'environnement et de la pêche a été mise en œuvre permettant l'obtention de mesures de remise en état dans des délais limités et avec l'accord du prévenu. Les résultats montrent qu'une régularisation satisfaisante a eu lieu dans au moins 60% des cas.

➢ NATURA 2000

- 18 sites couvrant 18 % du territoire en Savoie.
- 550.000 € de crédits État au titre de Natura 2000.
- 3 des 11 Grand prix Natura 2000 ont été attribués à des actions menées en Savoie :

• SIVOM des Saisies : Prix des zones humides
• Parc des Bauges :Prix communication et animation et Prix spécial pour l'ensemble de l'action.

Pour un développement durable du territoire

➢ **L'agriculture**

La loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (LMAP) du 27 juillet 2010 pose les principes d'une stratégie globale pour construire une nouvelle donne économique à l'horizon de la nouvelle politique agricole commune (PAC) en 2014. Elle fixe comme enjeu majeur de garantir aux consommateurs une alimentation sûre et de qualité et poursuit deux objectifs :

- garantir le revenu des agriculteurs et des pêcheurs
- leur faire gagner en compétitivité.

Perspectives 2011 :

Une réorganisation progressive de la filière laitière par la disparition programmée des quotas laitiers (horizon 2015), et la mise en œuvre de la contractualisation entre producteurs et acheteurs.

9 bassins laitiers ont été mis en place sur le territoire national : le bassin laitier Sud-est regroupe les départements des régions Rhône-Alpes et PACA, ainsi que le département de Saône-et-Loire, il a pour vocation immédiate la gestion des quotas laitiers jusqu'à 2015.

➢**Plan de soutien exceptionnel à l'agriculture**

Dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune**,** la réorientation des mesures de soutien agricole a bénéficié à l'agriculture savoyarde à caractère extensif et utilisatrice de grands espaces herbagés, s'inscrivant dans une politique agricole porteuse de productions de qualité en fort lien avec le terroir et l'agriculture de montagne.

- 325 dossiers ont été déposés, 308 sont éligibles aux différents dispositifs
- 189.000 € pour la prise en charge de cotisations patronales pour 106 exploitations employeuses de main d'œuvre
- 477.500 € d'allègement d'intérêts bancaires pour 212 exploitations
- 64.800 € pour 69 prêts de trésorerie
- 3.000 € pour 4 prêts bonifiés de consolidation
- 405.000 € pour 97 exploitations en situation difficile (cotisations sociales et allègement bancaire) dans le cadre d'un dispositif d'accompagnement spécifique.

➢ **La chasse**

183 chasses et battues administratives ont été organisées en 2010, 1.669 animaux nuisibles ont été prélevés et 451 arrêtés de plan de chasse ont été pris.

Gestion du sanglier en Chautagne

Face à l'augmentation des dégâts causés aux cultures et au milieu naturel et compte tenu de la progression des collisions routières, 4 réunions du comité de massif ont été organisées, 5 réserves de chasse ont été supprimées. Le tableau de chasse a été augmenté et porté à l'objectif de 450 sangliers prélevés. 5 battues et 8 opérations de tir de nuit sont intervenues.

De nouvelles battues auront lieu en 2011 ainsi que l'organisation de comptages nocturnes des populations.

Pour un développement durable du territoire

➢ <u>L'entretien et l'exploitation du réseau routier national</u>

Deux chantiers importants ont débuté en 2010:
- travaux de modernisation du tunnel du Ponserand: au total 5,1 Md'€ sont consacrés à cette opération dont 1,5M d'€ en 2010
- déviation de la RN 90 à hauteur de Montgalgan d'un montant total de près de 45 M d'€ dont 32 M d'€ de l'Etat et 13 M d'€ du Conseil Général

L'Etat a consacré près de 600.000€ pour les travaux d'entretien de chaussée, 250.000€ pour des travaux de sécurisation à Villette, 250.000€ pour un complément de sécurisation du tunnel du SIAIX et 700.000€ pour des travaux d'enrobé sur la VRU .

➢ <u>Le travail partenarial sur la coopération transport</u>

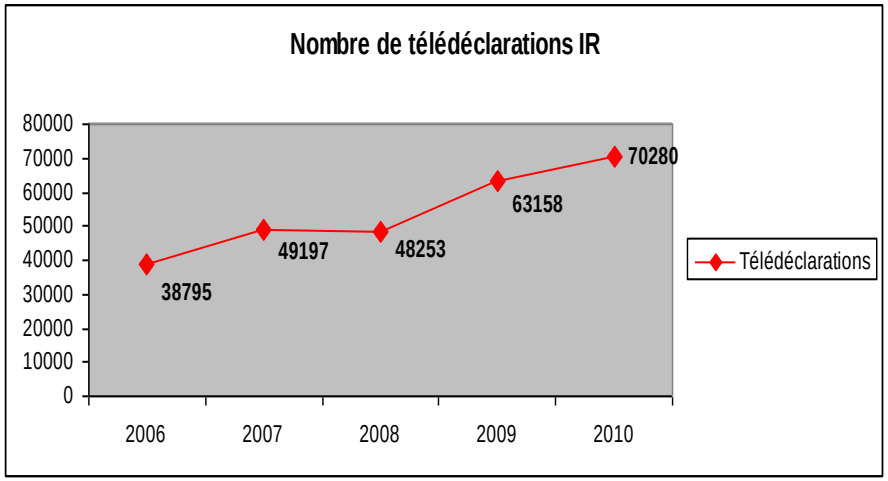
L'étude de développement coordonné des transports en commun sur Métropole Savoie a débouché en 2010 sur un plan d'actions coordonné, validé par les Autorités organisatrices de transports (AOT) partenaires, pour l'amélioration de l'offre et de la part modale des transports en commun et la mise en place d'une coopération renforcée entre les acteurs dans ce domaine.

Perspectives 2011 :
✓ Poursuite de la coopération renforcée autour du plan d'actions retenu et réflexions sur les pistes d'actions complémentaires: urbanisme, stationnement, animation...
✓ Réalisation d'une étude en vue de connaître finement les pratiques de déplacements cyclables en milieu urbain sur le territoire des agglomérations chambérienne et aixoise.

La modernisation de l'administration et la dématérialisation des procédures

➢ Les télé déclarations

- télé-déclarations IR : **62.427 télé déclarants** pour **7.0280** télé déclarations
- télé-déclarations TVA : **10.486 télé déclarants** pour **68.613** télé déclarations



- La télé transmission des actes des collectivités locales au contrôle de légalité.

25 nouvelles collectivités ont signé une convention de télétransmission avec la préfecture portant ainsi le nombre de communes concernées à 96 au 31 décembre 2010.

Perspectives 2011

Expérimentation ACTES budgétaire

Après plus de 3 ans de travail, le projet « ACTES budgétaire », application permettant la télétransmission et le contrôle automatisé des maquettes budgétaires, est entré en phase d'expérimentation.

5 préfectures dont celle de la Savoie et 16 collectivités pilotes ont été choisies pour tester l'application avant un déploiement dans toutes les préfectures en 2012.

➢ Les écoles numériques

En 2010, 20 écoles supplémentaires ont bénéficié de l'installation de matériels « tableaux blancs interactifs ». Ce sont donc 65 écoles rurales qui sont dotées d'équipements offrant un ensemble de services numériques.

La participation de l'Etat est de 80% du coût du projet. Le complément est pris en charge par les communes.

➢ Développer et mettre à disposition la connaissance des territoires :

Préparation du portail de l'environnement à la DDT et au conseil général qui devrait être mis en ligne à l'automne 2011.

Numérisation des PLU en cours et recensement de l'information à caractère environnemental.

Des évènements marquants

150ème anniversaire du rattachement de la Savoie à la France : la visite du Président de la République

Le 22 avril 2010, le Président de la République, Nicolas Sarkozy est venu commémorer le 150ème anniversaire du rattachement de la Savoie à la France. Au programme : accueil républicain à la mairie de Chambéry, dévoilement d'une plaque au palais de justice, cérémonie militaire place du château, discours dans la cour d'honneur du château et déjeuner républicain dans les salons de la préfecture. Cet événement populaire s'est déroulé dans les meilleurs conditions et a été couvert par plus de 70 journalistes nationaux et locaux.

150ème anniversaire du rattachement de la Savoie à la France : la présidence d'honneur de la foire de Savoie

Du 11 au 20 septembre 2010, les services de l'Etat ont occupé un stand de 120 m² à la foire de Savoie. Président d'honneur de la 82ème foire de Savoie, le préfet a souhaité présenter la nouvelle organisation de l'Etat issue de la révision générale des politiques publiques. Avec un clin d'œil au 150ème anniversaire du rattachement de la Savoie à la France, le stand évoquait le chemin parcouru entre l'administration d'hier et celle d'aujourd'hui.

Signification des sigles des services

✓**ARS** = Agence Régionale de Santé

✓ **CNDS** = Conseil National pour le développement du sport

✓**DDCSPP** = Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations

✓**DDFIP** = Direction Départementale des Finances Publiques

✓ **DGGDDI =** Direction Générale des douanes et Droits Indirects

✓**DDPAF** = Direction Départementale de la Police à la Frontière

✓**DDPJJ** = Direction Départementale de la Protection Judiciaire et de la Jeunesse

✓**DDT** = Direction Départementales des Territoires

✓**DGI-DGPP** = Direction Générale des Impôts – Direction Générale de la Comptabilité Publique

✓**DIRECCTE =** Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi

✓**DRAC** = Direction Régionale des Affaires Culturelles

✓**DREAL =** Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

✓**ONAC** = Office Nationale des anciens Combattants

✓**SIP-SIE =** Services des Impôts des Particuliers – Services des Impôts des Entreprises